

Le RUSÉ

www.leruse.fr

Journal impertinent, insolent et humoristique
du Réseau Unitaire Social et Ecologique

ruse62@yahoo.fr

Edito

Des salariés d'une société de marketing sensoriel (!) des Yvelines ont été licenciés fin avril pour avoir refusé un poste... en Roumanie. Attention, il ne s'agit pas d'une délocalisation mais d'un transfert d'emploi ce qui évite à l'entreprise en question de mettre en place un plan de sauvegarde de l'emploi. Les 12 salariés qui ont refusé de s'expatrier pour un salaire de 632 € par mois, ont donc été tout bonnement remerciés. Et ne passeront pas par la case « prime de licenciement ». Une nouvelle qui n'a en tout cas pas eu l'air d'émouvoir grand monde. C'est vrai que s'il fallait tirer la sonnette d'alarme à chaque fois que des salariés perdaient leur job, on n'en sortirait pas. Non, il vaut mieux s'intéresser au football, il paraît que l'Euro 2012 bat son plein en Ukraine. Tiens au fait, les bleus eux vont toucher une prime de 100 000 € pour leur « magnifique » parcours, leur comportement exemplaire, leur esprit sportif... Mérité, non ?

Le changement c'est maintenant. Mais c'est quand maintenant ?

L'une des principales revendications des nombreux salariés de ce pays c'est d'obtenir une revalorisation non négligeable de leur revenu, afin de pouvoir vivre un peu mieux et surtout de ne plus avoir peur en permanence de ne pas être capable d'assurer les charges de la famille. Comment pourrait-il en être autrement quand plus de la moitié des salariés que compte notre pays perçoivent moins de 1550 euros par mois. En son temps Nicolas Sarkozy, s'était servi de cette attente naturelle, pour dévoyer le vote des salariés. En promettant de travailler plus pour gagner plus, il avait réussi à attirer à lui des salariés (et leurs familles) qui ne voulaient rien d'autre que de pouvoir espérer vivre mieux et sont prêts pour cela à travailler. Evidemment, il ne lui avait pas fallu longtemps pour prétendre que la crise s'était de nouveau invitée à table, que le système bancaire pouvait mourir... bref qu'il était nécessaire de faire des efforts aujourd'hui pour espérer demain pouvoir continuer à respirer.

Il est vrai que présentée de cette manière, la réalité avait de quoi inquiéter fortement. Malheureusement pour monsieur Sarkozy, le monde du travail est

aujourd'hui informé en permanence de ce qui se passe dans le monde et *a fortiori* de ce qui se passe dans notre pays. C'est ainsi que mois après mois, les salariés Français ont pu se rendre compte que les cadeaux étaient toujours pour les mêmes.

HAUSSE DU SMIC DES JOUILLET



Des milliards pour les banques et un cran de ceinture pour les salariés et leurs familles. Des services publics en moins pour notre pays et sa population et des crédits d'impôts pour les très riches. Des suppressions massives de postes pour les salariés et des dividendes en plus pour les actionnaires. Des années de cotisations supplémentaires ou des indemnités réduites pour les ouvriers et des parachutes dorés pour les patrons... N'en jetez plus la coupe est pleine.

C'est évidemment, ce qui a fait grandir (avec un comportement...) une volonté forte de tout sauf Sarko.

François Hollande a remporté l'élection présidentielle et nombreux sont ceux qui espèrent vraiment un changement. Le premier attendu est évidemment celui du pouvoir d'achat. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la première augmentation du SMIC pourrait être de 1,4% pour compenser l'inflation et un coup de pouce de 0,6 % soit 6 euros par mois.

Une réalité qui fait réagir négativement y compris les responsables de syndicats appelés réformistes et qui sont loin d'être des révolutionnaires patentés voulant la faillite des patrons.

Une réalité qui risque une nouvelle fois de décevoir ceux qui croient encore que le changement c'est pour maintenant... dans pas longtemps.

Une réalité enfin qui va aggraver les difficultés de nombreuses familles et risque de faire grandir encore le score de ceux qui se contentent de critiquer en prétendant que tous ceux qui font de la politique sont pourris sauf eux évidemment. D'aucuns nous avanceront qu'il faut savoir attendre. Jusque quand ? Lénine a dit : « ventre affamé n'a pas d'oreilles ». Prenons garde que la colère trop longtemps contenue ne rende sourd et ne mène davantage à l'extrémisme.

Le chiffre

15 : c'est le nombre de députés qui composeront le groupe GRD à l'Assemblée nationale. Communistes, Parti de Gauche et élus d'Outre-Mer.

Le dessin

Chaque semaine notre dessinateur Babouze, revient sur l'actualité à sa manière...



En bref... En bref... En bref... En bref... En bref.

Vernalde – Morano : même combat

Nadine Morano n'est pas raciste. La preuve : elle a « des amis arabes ». Sans rire ! Voilà une phrase qui fait écho avec une déclaration plus ancienne de la candidate FHaine locale : Françoise Vernalde. Dans *La Voix du Nord* du 22 mars 2010 celle-ci déclarait en effet être peut-être « xénophobe » mais absolument pas raciste (!). La preuve ? L'été elle allait acheter des beignets tunisiens à la plage ! On en rit encore ! Et on a la confirmation : UMP et FN ne sont finalement pas si éloignés que ça...

Ô mon bateau...

La presse locale nous offre une annonce pour le moins surprenante. Les compagnies LD Lines et DFDS qu'on avait probablement aidées à prévoir la fin de SeaFrance, n'avaient (sans aucun doute possible) pas prévu que la société Brittany Ferries (qui avait accepté de leur louer un navire) ne leur demande de leur rendre son navire incessamment sous peu. Peut-être que tout ce beau monde était persuadé que les navires de l'ex SeaFrance leur reviendraient. Il leur faudra donc trouver rapidement un navire de substitution, à moins...

Conseil municipal ce mercredi 27 juin
dernier conseil municipal avant la trêve estivale, avec à l'ordre du jour de nombreuses questions sur la vie de la cité et le compte administratif 2011. Alors comme d'habitude, on ne peut que vous encourager à venir voir de plus près ce qui se dit, les questions des uns, les non réponses des autres... Et les déclarations parfois consternantes de Natacha Bouchart que vous ne retrouverez pas dans la presse.
A mercredi 18 h 30

On le note

Disponible
Parce que de nombreuses personnes ont posé la question à Jacky à l'issue de la cérémonie de remise des médailles lors de laquelle il était présent (comme à chaque fois), on le redit ici : oui, Jacky Hénin peut tout à fait vous remettre votre médaille si vous le souhaitez, il suffit d'en faire la demande. En tant que conseiller municipal il procède également aux mariages, baptêmes républicains... Si on vous pose la question, vous saurez désormais quoi répondre...

Modernisation de la ligne Calais-Dunkerque : besoin de concertation

Après de longues tergiversations (puisque inscrite au schéma des transports régionaux depuis 2006), Réseau Ferré de France (RFF) va enfin moderniser la ligne ferroviaire entre Calais et Dunkerque en 2013 et 2014.

La Région a voté des crédits importants pour le financement des études et travaux nécessaires à la modernisation de la ligne Calais-Dunkerque.

Les objectifs sont de développer l'offre TER sur le littoral et améliorer la desserte ferroviaire des deux grands ports régionaux. Le projet vise à réduire les temps de parcours par accélération de la ligne et à moderniser les infrastructures ferroviaires reliant les agglomérations et les ports de Calais et Dunkerque. Une nécessité tant du point de vue du développement économique, que du transport des usagers.

Ce projet de modernisation suppose forcément une augmentation du trafic, et au regard de l'insuffisance de la desserte actuelle, c'est une réelle nécessité. En effet actuellement, l'offre ferroviaire sur cette ligne, tant au niveau du fret que du TER, est particulièrement modeste, les Calaisiens qui doivent se rendre quotidiennement à Dunkerque en savent quelque chose.



Comme le veut la loi, les modifications liées à cette modernisation ont fait l'objet dernièrement d'une étude d'impact qui visait à évaluer les conséquences pour les riverains. Il ressort de cette con-

devront être réalisés sur les habitations, les inquiètent fortement.

Ce projet, c'est une évidence, revêt une grande importance pour le développement de l'axe Calais-Dunkerque. S'il doit être mené à bien pour l'intérêt collectif, il paraît également normal de prendre en considération l'avis des personnes qui vivent à proximité et qui ont la crainte de voir leur vie quotidienne chamboulée. En concertation avec eux, RFF doit rechercher des solutions afin que l'impact environnemental de la modernisation de la ligne soit le moins nuisible possible.

Une solution avancée est la déviation de la voie le long de l'A16, comme le suggère Hubert Seban, conseiller municipal PCF de Marck. Une telle démarche consistant à concentrer dans un seul espace des nuisances de même nature a conduit à plusieurs reprises à jumeler des lignes ferroviaires à grande vitesse avec des autoroutes, comme par exemple au Luxembourg, où la ligne ferroviaire Luxembourg-Bettembourg longe l'autoroute A3. Alors pourquoi pas chez nous ?

sultation qu'un certain nombre d'entre eux sont inquiets des nuisances que pourraient entraîner l'augmentation du trafic : la pollution sonore, les vibrations, la perte de valeurs et les aménagements qui

Académie de Lille : le compte n'y est pas

Le Ministère de l'Education nationale a révélé, le mercredi 20 juin, la répartition des 1000 postes d'enseignants « créés » dans le primaire à la rentrée prochaine.

Une annonce qui a amené le Député européen Jacky Hénin à réagir.

« La répartition a été effectuée selon certains critères définis par le ministère : « le niveau d'encadrement de chaque académie et la variation attendue des effectifs d'élèves ; la difficulté sociale et scolaire, ceci de façon à renforcer les académies qui sont le plus confrontées aux difficultés ».

Si l'on peut être soulagé, que l'hémorragie des suppressions de postes soit endiguée (rappelons qu'entre 2007 et 2012 pas moins de 80 000 postes auront disparu), cette mesure ne couvre cependant pas l'ensemble des besoins si l'on considère les 5 700 suppressions de postes (**dont 1020 pour l'académie de Lille**) décidées par Luc Chatel et toujours programmées pour la rentrée 2012...

De plus, on peut s'interroger sur la juste répartition au sein des académies.

Ainsi, seulement 30 postes seront attribués à l'Académie de Lille.

C'est moitié moins que ce qui est attribué à Aix-Marseille (65) qui compte pourtant moitié moins d'habitants et qui n'a perdu « que » 98 postes à la rentrée 2011, pour **336** postes pour celle de Lille.

En prenant en compte les critères avancés par le Ministère pour justifier la répartition des postes, on aurait pu s'attendre à des avancées significatives pour notre région. Or, il semble bien que, pour l'Académie de Lille, le compte n'y soit pas.

Riche de sa jeunesse, la région, en effectifs d'élèves, se classe seconde ex-aequo avec celle de Créteil (10% des effectifs nationaux), juste derrière celle de Versailles. Alors que

ces dernières ont obtenu une dotation de 80 postes pour Créteil et 100 pour Versailles, alors qu'elles en avaient perdu respectivement 120 chacune à la rentrée 2011, nous n'obtiendrons même pas la moitié de leur dotation.

Ensuite, toutes les enquêtes le montrent, la région Nord-Pas-de-Calais est fortement marquée par les difficultés sociales, culturelles et sanitaires. Cette situation a une répercussion non négligeable sur les résultats d'ensemble des élèves.

Pour preuve la Région Nord Pas-de-Calais figure dans les trois plus mauvaises régions dans lesquelles le pourcentage de jeunes en difficulté de lecture est supérieur à 12%.

Avec une petite trentaine de postes « rétablis », l'Académie de Lille ramasse donc les miettes et elle est la grande oubliée des dotations.

Même si on peut comprendre que le nouveau gouvernement ne peut pas réparer comme cela, tout de suite, toutes les destructions programmées par l'ancienne majorité, il faudrait peut-être avoir le sens des réalités du terrain et ne pas se laisser abuser de nouveau par la calcullette.

Enfin, rappelons que l'Education était une priorité du candidat Hollande et il est urgent de mettre en place une véritable politique éducative avec notamment :

- un droit à la scolarité dès 2 ans
- un vaste plan de recrutement dans l'Education Nationale
- une augmentation des moyens pour l'enseignement professionnel pour que les enseignements techniques, professionnels et généraux soient d'égales qualités
- La prise en charge des élèves en grande difficulté dans les RASED (réseau d'Aide spécialisée pour les Elèves en Difficulté).

Poil à gratter

Motivation

Elle ne semble pas vraiment y être. C'est ainsi que la réunion de la commission de consultation des services publics locaux, prévue vendredi dernier en mairie a purement et simplement été annulée faute de quorum. Veille de vacances, ou démotivation, chacun en tirera les conclusions qui s'imposent. Une évidence, il faudra de toute manière reconvoquer ladite réunion qui pourra se tenir quel que soit le nombre de participants, le quorum n'étant plus nécessaire (on est sauvés).

Mais que fait la police ?

Dans la presse qui relate les frasques en matière de conduite de véhicule automobile de notre délégué à la sécurité (voir édition précédente), nous apprenons que tous les Français ne sont pas égaux devant la loi.

Certes l'intéressé reconnaît ses torts (il est quand même en état de récidive), certes les principaux élus de notre ville semblent prendre la mesure de l'image désastreuse d'un tel comportement, mais la police (si l'on en croit la presse) applique un traitement différent de ce que prévoit la loi. Il est indiqué

dans le Nord Littoral que : « ...les fonctionnaires de police n'ont alors pas jugé bon de le placer en garde à vue ou en cellule de dégrisement... ». Mais pourquoi donc ? D'autant qu'avec le taux annoncé, de très nombreuses heures auraient été nécessaires pour en revenir à un taux admis par la loi. On a beau chercher, on ne trouve pas. Souhaitons simplement pour la sécurité de chacun, que la loi ne soit pas appliquée en fonction des affinités politiques de chacun.

Encore un coup des cocos

Sûr, que c'est ce qu'ont dû penser une partie des dirigeants du Nord Littoral et du groupe *La Voix du Nord* quand leur journal n'est pas sorti samedi. Sauf qu'il ne s'agit que d'un mouvement de colère d'une partie des salariés, sans doute mécontents d'être trop bien traités. Gageons, que le dialogue social tant de fois évoqué par ces dirigeants de presse, reprendra au plus vite pour permettre l'expression pluraliste et la démocratie... Ouah, ben c'est quand même pas la peine de rêver.